



www.jda.ci

Journal d'Abidjan

L'hebdo

N°15 du 15 au 21 septembre 2016

RESTO AU BUREAU
PRATIQUE MAIS SAIN?

CHEMIN DE FER
REMETTRE LES RAILS SUR LE PONT

PETITS PARTIS
ILS REFUSENT DE GRANDIR

DOSSIER
RENTRÉE

SPÉCIAL
8 PAGES



ORPAILLAGE CLANDESTIN

SOUS-SOL MINÉ

GRATUIT
NE PEUT ÊTRE VENDU

Éboulements, conflits meurtriers et dégâts sur l'environnement sont les conséquences de l'orpillage clandestin et illicite. Malgré un programme de rationalisation du secteur, les problèmes demeurent et la manne échappe toujours à l'État.

EXCLUSIVITÉ

MTN. * 1Go offert jusqu'au 11 octobre 2016



Modèle 3G également disponible

Infinix NOTE 3

- ✓ 4G
- ✓ Système de refroidissement
- ✓ 5 min de charge = 3h 20min de communication
- ✓ Appareil photo 13+5 mp
- ✓ Dual sim

Disponible en **agences MTN** et sur **www.jumia.ci**

JUMIA 



ÉDITO

Constitution, à quand le débat de fond ?

À l'occasion de la célébration de l'Aid el Kébir (Tabaski), le Président de la République, Alassane Ouattara, a souhaité que toutes les étapes pour aboutir à la nouvelle constitution se déroulent bien. Pourtant, depuis le début, l'opposition s'oppose au principe et à la forme de la révision constitutionnelle, initialement prévue en ce mois de septembre. À quinze jours de la fin du mois, c'est le grand silence du côté du gouvernement sur la date précise du referendum et des élections législatives. Pendant ce temps, la campagne bat son plein du côté du RHDP. Alors que l'opposition, qui avait pourtant annoncé des actions d'envergures, observe le silence. Si le gouvernement et l'opposition sont dos à dos, le citoyen lambda, lui, attend le texte sur lequel il doit se prononcer. Il veut savoir les termes exacts des profonds changements et leur impact sur sa vie et celle de la nation. Il en a le droit, et son choix de vote sera guidé par le débat. Il faut donc éviter de faire comme en 2000, où dans le brouhaha causé par les partisans du "et" et du "ou", personne n'avait en réalité eu connaissance du texte sur lequel il fallait s'exprimer. Quinze ans après, il faut en tirer les leçons. Les Ivoiriens ont besoin d'être rassurés. Et pour cela, il faut ouvrir le débat à tout le monde. Sans avoir peur de la contradiction, car elle est mère de la vérité. Les juristes ont fait leur part, aux politiques de faire la leur, pour que le peuple, en toute liberté, puisse participer et choisir son destin. L'histoire nous regarde et nous parle. Et l'avenir doit se construire pour, et avec tous.

OUAKALTIO OUATTARA

LE CHIFFRE

4 000

C'est le nombre d'enfants encore victimes de la traite transfrontalière en Côte d'Ivoire.

ILS ONT DIT...

- « Asseyons-nous et discutons comme nous l'a enseigné Laurent Gbagbo. » **Pascal Affi N'Guessan** président du FPI, lançant un appel aux dissidents de son parti le 10 septembre.
- « Nous ne faisons plus partie de la même famille. Que Pascal Affi N'Guessan cesse de nous déranger. » **Boubacar Koné**, porte-parole du camp Aboudramane Sangaré (FPI) le 13 septembre.
- « Dans les prochains mois, nous verrons le projet référendaire sur la constitution et également les élections législatives, et nous souhaitons que toutes ces différentes étapes se passent dans la paix et la concorde. » **Alassane Ouattara** Président de la République le 12 septembre.

RENDEZ-VOUS

Du jeudi 15 au samedi 17 septembre : Festival panafricain des différences d'Abidjan (FESPADIA) au complexe Jessy Jackson.

Jeudi 15 septembre : Start-up Abidjan 2016 à Ibis Plateau.

Samedi 17 septembre : Concert de DJ Léo à la Pharmacie Toit-Rouge - Yopougon.

Vendredi 30 septembre : Spectacle humoristique de Ramatoulaye, Palais de la culture - Abidjan.

UN JOUR UNE DATE

19 septembre 2002 : Une tentative de coup d'État échoue et se mue en rébellion, consacrant la partition en deux de la Côte d'Ivoire pendant 9 ans.

UP



Serge Beynaud a procédé le 12 septembre à l'électrification de la place publique du village d'Ahehoua, dans le département d'Akoupé.

DOWN



Richard Benian Duffi, athlète ivoirien, a été éliminé le 11 septembre, à l'issue de la finale du lancer de javelot masculin F40/41 (nains) comptant pour les Jeux Paralympiques 2016.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



À l'occasion de la fête de la Tabaski, des Ivoiriens ont adopté une pratique nigérienne consistant à préparer la viande de mouton sous la forme de barbecues géants.

ORPAILLAGE CLANDESTIN : SOUS SO

Éboulements de terrain suivis de mort d'hommes, conflits récurrents avec les agriculteurs, ou encore dégradation de l'environnement. Autant de maux qui accompagnent l'expansion de l'orpaillage illicite et clandestin dans plusieurs régions de la Côte d'Ivoire. Une situation à laquelle le gouvernement s'est engagé à mettre fin. Un programme triennal (2014-2016) de rationalisation de ce secteur a été adopté en octobre 2013. L'objectif principal étant d'assainir, d'organiser et d'encadrer l'activité. Mais aussi de renflouer les caisses en ayant une main mise sur le sous-sol. Plusieurs sites d'orpaillage clandestin ont donc été fermés. Des dizaines d'orpailleurs ont été mis aux arrêts, mais le phénomène persiste. Acculés la journée, des orpailleurs travaillent désormais la nuit.

OUAKALTIO OUATTARA

Le programme triennal de rationalisation de l'orpaillage se compose de cinq phases. À savoir, élaborer les outils et instruments de gestion du programme, cartographier les sites d'orpaillage en les identifiant, ensuite les classer et les organiser. Puis, former et encadrer les orpailleurs et enfin, prendre en compte les impacts sur l'environnement et sur l'homme. Selon le ministre de l'Industrie et des Mines, Jean-Claude Brou, qui faisait le point de la première phase en début du mois d'août, le déguerpissement a été un succès. Le bilan humain et matériel fait état de 66 orpailleurs interpellés, 4 fusils de chasse et munitions saisis, 3 véhicules et 1 camion-concasseur détruits, 3 017 cabanes et abris de fortune incendiés, 434 motopompes, 274 concasseurs, 41 moteurs, 27 groupes électrogènes, 39 broyeuses, 150 dragues, 37 embarcations mis hors d'usage, 190 détonateurs et 126 tubes d'explosifs saisis. En plus des 110 sites illicites déguerpis à l'ouest, le Programme national de rationalisation de l'orpaillage (PNRO) a permis d'en démolir 158 autres dans les régions du centre et du nord, et 137 dans les régions de l'est.

Des pertes budgétaires L'activité minière ne représente pas plus de 5% du PIB, selon le ministère de tutelle. Malgré cela, la Côte d'Ivoire envisage d'en faire la seconde mamelle de son économie, après le cacao. Avec une production aurifère annuelle estimée à 23 tonnes, la Côte d'Ivoire se classe au 7ème rang des pays africains producteurs d'or, et 42ème au niveau mondial. Bien que le sous-sol ivoirien contienne du diamant, du fer, du nickel, du manganèse, de la bauxite et du cuivre, seuls l'or et le manganèse sont exploités industriellement. Mais l'exploitation illégale fait perdre à

l'État d'importantes recettes, car échappant complètement à son contrôle. Selon un expert en la matière, sous le sceau de l'anonymat, l'exploitation illégale serait nettement supérieure à celle faite dans les conditions légales. Il estime, pour sa part, à environ 30 tonnes d'or par an la production artisanale qui échappe à l'État. Ce phénomène, qui connaît un développement fulgurant et sauvage ces dix dernières années, touche 24 régions sur les 31 que compte le pays et concerne plus de 500 000 personnes. Une situation qui génère d'énormes ressources échappant à l'État, selon le Premier ministre, Daniel Kablan Duncan, qui se prononçait sur le sujet en mars dernier, tout en se gardant

L'exploitation illégale serait nettement supérieure à celle faite dans les conditions légales. Avec environ 30 tonnes d'or par an qui échappent à l'État.

d'avancer des chiffres. Ce phénomène touche aujourd'hui, à des degrés divers, plusieurs pays de la sous-région producteurs d'or. Et cela est renforcé par des flux migratoires importants, facilités par des frontières poreuses. On retrouve par exemple diverses nationalités sur les sites d'orpaillage clandestin ivoiriens.

Difficile cohabitation Les cas de violences, dans les périphéries des sites miniers au niveau de diverses localités, ne se comptent plus. Elles s'accompagnent très souvent de mort d'homme et de nombreux dégâts matériels. Par ailleurs, creuser des trous béants, parfois à proximité des champs ou des villages, met toujours le feu aux poudres. Notamment entre orpailleurs et agriculteurs, devenus voisins forcés, faute de terre. Une situation aggravée par l'augmentation de l'insé-



L'État pourra-t-il vaincre l'orpaillage clandestin, qui fait

curité dans ces zones. « Avec les mines de Tortiya, nous étions déjà en insécurité. Mais avec l'exploitation de l'or dans la sous-préfecture d'Arikokaha et dans d'autres zones avoisinantes, l'insécurité est devenue très grande », selon Doufangui Koné, agriculteur dans le département de Niakara au nord

du pays. Selon ce dernier, la présence des orpailleurs clandestins a attiré des coupeurs de route, qui opèrent, de jour comme de nuit, sur plusieurs pistes villageoises conduisant aux mines. À Soubré, notamment à Madikro, dans le département de Buyo, Amadou Kouassi estime que depuis la fermeture officielle de la mine d'or de ce village en juillet dernier, les coupeurs de route, qui opéraient quasiment tous les jours, se signalent de moins en moins. « Quand la mine a été ouverte, l'on enregistrait fréquemment des pertes en vie humaine, et la disparition de bœufs dans les éboulements enregistrés sur les sites », se souvient-il. En plus des relations tendues avec les agriculteurs, cette situation envenimait également les rapports entre orpailleurs et éleveurs, et virait souvent aux règlements de compte. À ces conflits, il faut ajouter ceux qui sont

L MINÉ



t vivre des milliers de familles?

REPÈRES

5% du PIB : poids de l'activité minière.

23 tonnes : production annuelle d'or.

7^e rang des pays africains producteurs d'or et **42^e** au niveau mondial.

405 sites illicites déguerpis, dont **158** dans les régions du nord et du centre, **137** dans les régions de l'est et **110** dans l'ouest.

quotidiens, entre les populations installées sur les sites clandestins. On signalera enfin que certaines compagnies industrielles, malgré l'obtention de permis de recherche minier, se retrouvent sur des mêmes espaces que des clandestins, occasionnant bien d'autres litiges.

Danger à l'horizon Les déboisements sauvages, la destruction du couvert vé-

gétal et des sols sont autant d'agression contre la nature constatées. En outre, l'utilisation non-maîtrisée de produits chimiques interdits, tels le cyanure et le mercure sont de réels dangers pour l'environnement et l'agriculture. L'orpaillage illégal engendre régulièrement des accidents aux conséquences dramatiques, liés aux éboulements de terrain et, à l'utilisation d'explosifs pour l'extraction de roches supposées minéralisées. Une pratique pourtant interdite par la réglementation minière. À cela il faut ajouter la non-maîtrise des bonnes pratiques. Ce qui entraîne la prolifération des maladies diverses, notamment transmissibles. Autre méfait lié à l'orpaillage, l'utilisation des enfants sur les sites d'exploitation. Ce qui accroît le taux de déscolarisation. Malgré cette prise de conscience, la lutte pour mettre fin au fléau de l'orpaillage illicite est loin d'être gagnée. « Quand l'État ferme officiellement une mine, elle est souvent exploitée la nuit ou en pleine journée, avec la bénédiction de certaines autorités administratives locales et militaires, et des chefs de villages », révèle Bakary Kovéogo, installé dans la sous-préfecture d'Aboisso-Comoé, à une centaine de kilomètres d'Alépé. À en croire cet informateur, malgré la fermeture de la mine, des personnes continuent de l'exploiter. ■

3 QUESTIONS À



MICHEL YOBOUÉ

Coordinateur national de « Publiez ce que vous payez » Côte d'Ivoire, Membre du Conseil national ITIE.

1 Quel est l'impact de l'orpaillage clandestin sur l'économie ivoirienne ?

Cet impact peut être apprécié de façon positive, et de façon négative. Les impacts économiques positifs peuvent s'observer au niveau local et résident dans le fait que l'orpaillage clandestin procure des gains financiers considérables aux propriétaires terriens et aux détenteurs de parcelles exploitables. On peut ajouter à cela les emplois générés par cette activité et le développement du petit commerce. La première conséquence négative est l'abandon de l'agriculture au profit de l'orpaillage, un danger pour une économie qui repose sur l'agriculture

2 Que deviendront les sites fermés ?

Les sites fermés sont généralement repris par les orpailleurs clandestins après quelques jours, sinon quelques semaines après l'arrêt des activités. En un mot, les sites supposés fermés ne sont pas réellement abandonnés.

3 Doit-on obliger les sociétés minières à investir dans le développement des zones où elles sont implantées ?

La question ne se pose plus. Le nouveau code minier est clair sur l'investissement des sociétés minières. Afin de s'assurer que les communautés locales bénéficient de l'exploitation minière, le nouveau code exige que les détenteurs de permis d'exploitation préparent un plan de développement communautaire, ainsi qu'un plan d'investissement en consultation avec les communautés locales. Le détenteur d'un permis doit contribuer à un fonds auquel il versera 0,5% de son chiffre d'affaires annuel. ■

L'OR DANS LES RÈGLES DE L'ART

L'exploitation artisanale de l'or doit désormais se faire dans un cadre formel. Ainsi en a décidé le gouvernement, qui a adopté en octobre 2013, le « Programme national de rationalisation de l'orpaillage » (PNRO), dont la phase 2 vise, entre autres, le recensement des artisans miniers.

BENOÎT TANOËH

Une cinquantaine de dossiers étaient introduits par des artisans miniers en vue de l'exploitation de l'or, a indiqué Jean-Claude Brou, ministre de l'Industrie et des Mines, le 14 août dernier, dans le Magazine du Dimanche du journal télévisé de 13 heures de la RTI1. L'instruction de ces différents documents est donc en cours. Les préfets des localités dans lesquelles ces opérateurs comptent exercer sont en train de mener une enquête auprès des populations. Il s'agit de recueillir leur accord, ou opposition, quant à l'exercice de l'activité d'exploitation artisanale de l'or sur le terroir de leur communauté. En cas d'accord, une enquête de comodo et incomodo devra être menée afin d'en montrer les avantages et les inconvénients. Et c'est seulement à partir des résultats de cette dernière enquête qu'une auto-



Organiser l'orpaillage pour mieux partager les ressources.

risation pourra être délivrée.

Régulation De fait, la loi n° 2014-138 du 24 mars 2014 portant code minier prévoit l'activité artisanale d'exploitation de l'or. Question de permettre aux nationaux qui le veulent de s'intéresser à ce secteur pourvoyeur d'emploi et de devises. Surtout aujourd'hui, où le prix du gramme d'or est d'environ 25 000 francs CFA sur le marché international. Au ministère de l'Industrie et des Mines, on indique qu'il s'agit de faire en sorte que les communautés rurales puissent bénéficier des retombées des richesses de leur sous-sol. L'un des objectifs du programme national de rationalisation de l'orpaillage est donc d'amener les artisans miniers, qui re-

cevront une autorisation d'exploitation, à conduire leur activité. Selon les règles de l'art. À cet effet, des modules de formation portent sur les bonnes pratiques en vue d'exercer ce métier, tout en préservant l'environnement, mais aussi la santé de ceux qui exercent ce métier. Ainsi, les forages à réaliser ne devront plus aller au-delà de 15 mètres de profondeur, afin de prévenir tout risque d'éboulement. Mais aussi, pour préserver les communautés des zones rurales de tout danger. Afin de s'assurer que ces différentes exigences seront mises en pratique sur le terrain, les orpailleurs seront donc organisés au niveau du ministère de tutelle. ■

LE DÉBAT

La répression est-elle la solution face aux orpailleurs clandestins ?



Ouattara Sériba

RETRAITÉ, ORIGINAIRE D'UNE ZONE MINIÈRE

En Côte d'Ivoire, seul le langage de la répression est compris par les réfractaires à la loi. Plusieurs campagnes de sensibilisation sont menées, sans pour autant qu'elles n'aboutissent. Prenons l'exemple, ici à Abidjan, de ceux qui sont installés de façon anarchique sur les trottoirs... L'État doit d'ailleurs accentuer la répression afin que les sites déclarés fermés le soient effectivement. Et que tout clandestin pris passe devant les tribunaux afin de servir d'exemple. La répression doit aller plus loin et toucher les autorités coutumières et administratives, afin que ces dernières ne soient plus complices de l'orpaillage clandestin. C'est à ce prix que cette campagne aboutira.

← POUR CONTRE →

David Loua Diomandé

AGENT MUNICIPAL



La répression n'est pas la solution. Il faut plutôt réduire le prix des permis d'exploitation et penser à une politique qui permettra de bien organiser ce secteur qui fait vivre des milliers de familles dans les zones d'exploitation. N'oublions pas que dans ces zones, naissent toujours plusieurs activités commerciales augmentant le revenu des populations environnantes. La répression ne donne pas toujours les résultats attendus. La preuve, dès qu'ils sont chassés de force la journée, ils reviennent la nuit. Ils n'ont pas d'autre métier et donc, en l'absence d'une politique de recasement, ils sont obligés de revenir sur ces sites en payant parfois de fortes sommes à certaines autorités locales ou administrative.



Réunir des fonds plus simplement



- Cotisations
- Tontines
- Dons

Souscription
#144*8#
collecte.orange.com



**Vous rapprocher
de l'essentiel**

Orange Money Côte d'Ivoire



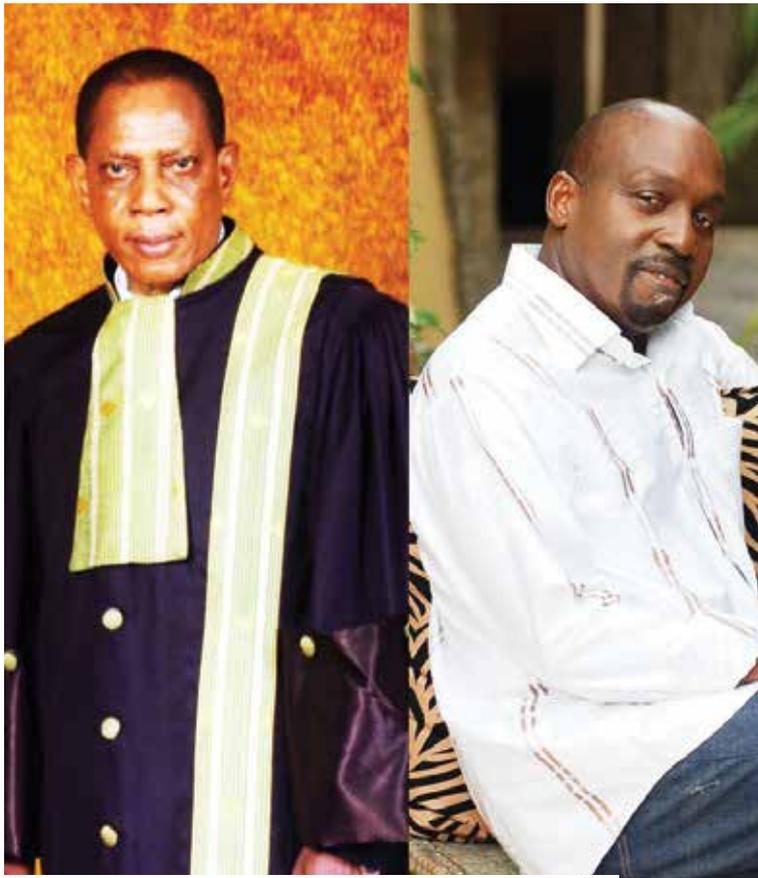
CES PETITS PARTIS QUI REFUSENT DE GRANDIR

Ils survivent en se greffant aux plus grands. Mais, en interne, les combats de leadership et les manœuvres de déstabilisations font rage. Le MFA, le PIT et l'USD, ont du mal à se stabiliser et règlent leurs différends devant la justice.

Ouakaltio OUARTARA

Tout héritage est difficile à gérer. Le PDCI en a fait l'expérience à la mort de son fondateur, Félix Houphouët Boigny. Quant au FPI après Laurent Gbagbo, il ne s'est pas encore remis de l'épisode politico-juridique. C'est aujourd'hui au tour de leaders de petits partis de se succéder au tribunal, afin d'avoir le contrôle et espérer des lendemains meilleurs au sein d'une coalition.

Parti ivoirien des travailleurs (PIT) Ce parti connaît sa première crise au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle d'octobre 2010 où il a récolté 0,29% des voix. Alors que le professeur Francis Wodié décide de s'engager auprès du RHDP pour le second tour, Angèle Gnoso s'oppose, créant ainsi un bicéphalisme. Celle qui était alors vice-présidente du parti, profite du séjour de Francis Wodié à l'hôtel du Golf, lieu de retranchement du candidat Alassane Ouattara entre décembre 2010 et avril 2011, pour prendre le contrôle du siège. Le congrès qui s'en suivra, après la nomination de Francis Wodié au poste de président du Conseil constitutionnel, consacre la scission du parti. D'un côté, Daniel Aka Ahizi, qui veut rester dans l'opposition, et de l'autre, Joseph Séka Séka qui, lui, souhaite rejoindre la coalition au pouvoir. Le débat se déporte au tribunal qui, après avoir débouté Joseph Séka Séka en août 2015, tranche en sa faveur un an plus tard. Mais le camp Ahizi ne



L'héritage éffrité de Bernard Zadi Zahourou et Francis Wodié.

compte pas baisser les bras, car la bataille judiciaire est loin d'être terminée.

Mouvement des forces d'avenir (MFA) Aujourd'hui, après un épisode judiciaire, ce parti est partagé entre, d'une part, le président légal, en la personne du ministre Anzou-

man Moutayé, et de l'autre, Innocent Anaky Kobenan, fondateur du parti, mais débouté par la justice en 2015. À l'origine de la crise, le partage du gâteau après l'élection de 2010. Pendant qu'Anaky attend une belle récompense, il est soupçonné de faire du chantage. Décidés à demeurer auprès du RHDP pour l'élection présidentielle de 2015, des militants de son parti organisent

un congrès, le démettent et plébiscitent Anzoumana Moutayé, qui entrera par la suite au gouvernement, avec le portefeuille de l'entrepreneuriat national, de la Promotion des PME et de l'Artisanat.

Union des socio-démocrates (USD) Le parti fondé

Au tour de leaders de petits partis de se succéder au tribunal, afin d'avoir le contrôle et espérer des lendemains meilleurs.

par Bernard Zadi Zaourou vient de connaître, lui aussi, un épisode juridique. Dans une ordonnance de justice présentée le 9 août dernier à Jeannot Ahoussou, ministre en charge du dialogue avec les partis politiques, François Atsain N'Cho s'est présenté comme le président de ce parti. Il vient de gagner une bataille contre le président en exercice, Henri Niava. ■

EN BREF

MUTATIONS DANS LA GRANDE MUETTE

Le commandement supérieur de l'armée a entamé depuis le 4 septembre, un vaste mouvement de rotation des commandants d'unité qui ont déjà passé trois ans à la tête de leur unité. À Korhogo, le lieutenant-colonel Fofié Kouakou a passé le flambeau le 8 septembre au Lieutenant-colonel Dramane Traoré, et reste en attente d'une prise de fonction à Daloa, deuxième région militaire, en qualité d'adjoint au commandant régional. À Odienné, le Lieutenant-colonel Dramane Traoré, a passé le relais au Lieutenant-colonel Dramane Soro. Le samedi 10 septembre, c'est le chef de bataillon Moriba Kaba, qui a pris fonction à la tête du Bataillon de sécurisation de l'est (BSE).

CONSTITUTION : DÉRAPAGE DU CALENDRIER

Le comité des experts en charge de la rédaction de la nouvelle constitution a bouclé ses consultations depuis le 18 juillet à Yamoussoukro avec les chefs et rois traditionnels. Ce après quoi, la dernière mouture devrait être rédigée. Des conclusions qui devaient être transmises au chef de l'État au mois d'août. Même si un calendrier de remise officielle n'avait pas été fixé, la classe politique et les Ivoiriens sont en attente de ce texte qui, depuis bientôt cinq mois, anime le quotidien de l'espace politique. Le calendrier électoral prévu pour ce mois de septembre ne pourra être tenu, ouvrant ainsi la probabilité de coupler les scrutins référendaire et législatifs.



GNONZIÉ OUATTARA

Quel avenir sans Fologo ?

Il a grandi sous l'aile de son aîné Laurent Dona Fologo. Ensemble, ils ont été de plusieurs combats, tant au PDCI qu'auprès de Laurent Gbagbo. Alors que son parrain a décidé de revenir dans la maison des Houphouëtistes, Gnonzié Ouattara a lui décidé de prendre désormais son destin en main.

Ouakaltio OUATTARA

Après avoir occupé la fonction de directeur de l'Information, puis celle de directeur central de la radio nationale. Gnonzié Ouattara est nommé, en mars 1993, directeur général de la RTI, un poste qu'il lorgnait depuis longtemps. Il y restera jusqu'en décembre 1999, quelques jours après la chute du président Henri Konan Bédié.

Filleul de Fologo Originaire de Sinématiali, comme son parrain Laurent Dona Fologo, ce diplômé de l'Institut français de presse (IFP) et du Centre audiovisuel de l'Université de Montréal, se met très vite sous la coupe de Fologo, alors secrétaire général du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI). Une fidélité qui lui vaudra d'être nommé à la tête de la télévision ivoirienne, afin de mener à bien le combat politique pour le compte de son parti. Depuis, les deux hommes ne se sont plus quittés. À la chute du PDCI-RDA en 1999, les deux hommes partagent la disgrâce, jusqu'à ce que Fologo et Bédié entrent en conflit et s'éloignent l'un de l'autre. Quand Fologo rejoint l'ex-président Laurent Gbagbo, Gnonzié, qui se définit comme un « leader charismatique et emblématique du grand nord, acquis au respect sans condition des lois que nous nous sommes dignement données », monte au créneau et se dresse contre la rébellion. Il prendra une part active dans la campagne présidentielle de 2010 auprès du président sortant. Nommé ministre de la Communication par Laurent Gbagbo durant la période de la crise post-électorale, il partira en exil après le 11 avril 2011, pour ne revenir qu'en 2014.

Fin de l'idylle À 64 ans, Gnonzié est aujourd'hui le président du Rassemblement pour la paix et le progrès (RPP) créé par Dona Fologo. Mais, alors que ce dernier se bat pour mettre fin à ses malentendus avec Bédié et rejoindre la grande famille des Houphouëtistes, Gnonzié décide de le lâcher. L'élève ne suivra pas le maître. Mieux, il prend son envol. Notant la fragilité de l'opposition dispersée, Gnonzié profite du débat autour de la nouvelle constitution pour appeler à l'union. Un appel qui sera entendu par 22 autres partis qui, avec le RPP, ont signé la Charte anti-constitution au mois de juillet dernier. Il tente d'en être le leader, mais n'y parvient pas. Pour le moment. Car il se heurte à d'autres personnalités en quête d'espace pour s'exprimer. L'élève ne semble pas encore avoir l'habileté politique et les réflexes de son maître Fologo. Ouakaltio Ouattara. ■



Vous ne parlerez plus de Formation sans Emploi...



de
l'Emploi
en Côte d'Ivoire

E-COMMERCE

EVENTS

Formation

Actualités

Depot de CV

Publicité en ligne

Entrepreneuriat

Base de CV en ligne

CAMPAGNES MULTI-SUPPORTS

DIFFUSION D'OFFRES

Petites Annonces

RÉSULTATS D'EXAMENS-CONCOURS

l'Art du Management

AGENCE DIGITALE

E-MAILING

CRM STRATEGY

DÉVELOPPEMENT DE MARQUE SOLUTIONS WEB & DESIGN

Cocody - Rue Lycée Technique - 98 Logements Immeuble N°2

Tél: +225 22 44 44 48

17 BP 421 Abidjan 12 - Côte D'Ivoire

E-mail: ci@educarriere.net

www.educarriere.ci

EN BREF

LES PROFESSIONNELS DES CHIFFRES EN RÉFLEXION

L'hôtel Palm Club d'Abidjan abritera du 16 au 17 septembre les journées de l'expert-comptable autour du thème « l'expert-comptable, coach des PME. Une initiative de l'ordre des experts comptables de Côte d'Ivoire (OECI). Un rendez-vous qui rassemble des experts comptables, des dirigeants des PME-PMI, de même que des institutions concernés par la manipulation des chiffres. Les objectifs de ces journées sont la création d'un cadre d'échanges entre les acteurs économiques, des propositions de solutions aux problèmes de performance des entreprises ivoiriennes, et le renforcement des capacités des acteurs de la profession.

LA FILIÈRE COTON À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE

Selon une note de service de l'Interprofession du coton (Intercoton), en date du lundi 12 septembre, deux logiciels de gestion et une application Internet de géo-référencement ont été conçus à l'usage des sociétés coopératives de la filière coton. Ces deux logiciels que sont Gest-coop-coton et Easycompa-coton permettront une meilleure gestion par les sociétés coopératives de leurs activités. Mais aussi une comptabilisation simplifiée de leurs ressources financières, conformément aux exigences du Système comptable ouest-africain et de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (SYSCOA-OHADA). L'application permettra de localiser le coton et les aires d'influence.

N'ZI : REMETTRE LES RAILS SUR LE PONT

Encore quelques jours de patience pour la SITARAIL, qui attend vivement la réparation du pont-rail de Dimbokro sur le fleuve N'Zi, qui s'est affaissé le 6 septembre dernier. En attendant, tout est mis en œuvre pour la reprise de la circulation ferroviaire.



Le pont ferroviaire sur le fleuve N'Zi momentanément hors d'usage.

Benoît TANOÛ

Aucune information ne filtre sur l'ampleur des dégâts causés par l'affaissement du pont-rail sur le fleuve N'Zi, à Dimbokro, mais aucune victime humaine n'est heureusement à déplorer. Quatre jours après, un communiqué produit par la direction générale de la Société internationale de transport africain par rail (SITARAIL) informait de la reprise partielle de la circulation ferroviaire. Lundi dernier, Joël Housninou, directeur général de cette filiale du Groupe Bolloré Africa Logistics, qui exploite le chemin de fer Abidjan-Ouagadougou, s'exprimant sur les antennes d'une radio internationale, se disait optimiste quant à l'avancée des travaux de réhabilitation sous 15 jours. L'objectif est donc de reprendre la circulation des trains le vendredi 23 ou le samedi 24 septembre. Une véritable course contre la montre.

Ligne vitale Pour les premiers responsables de la SITARAIL, il est plus qu'impérieux de rétablir le trafic ferroviaire, estimé à environ 910 000 tonnes de marchandises et 300 000 passagers par an. Les échanges commerciaux entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso sont passés d'environ 165 milliards en 2011, à environ 290 milliards de francs CFA en 2014. Aussi, afin de ne pas compromettre ces transactions,

la SITARAIL a décidé de mettre en place un type de transport rail-route. Ce système va s'intensifier assez rapidement, vu qu'il est prévu cinq trains de marchandises qui approvisionneront les marchés ivoiriens et burkinabè chaque jour, dont trois au départ d'Abidjan.

Investissements lourds L'affaissement du pont-rail sur le N'Zi, après une série de déraillements sur cette même voie, notamment le 24 juillet à hauteur de Bouaké, sans dommage humain, et un mois plus tard au niveau de la ville de Banfora, au Burkina Faso, vient rappeler la nécessité d'accélérer les travaux de réhabilitation de cette voie. Michel Roussin, président du Conseil d'administration de la SITARAIL le disait déjà au début du mois de septembre 2015. « Il y avait urgence à développer ce chemin de fer pour en faire un instrument de haute productivité », déclarait-il, à l'occasion du lancement des travaux de réhabilitation des 1 260 km de rail qui relie la capitale ivoirienne à Ouagadougou. En son temps, le coût du chantier avait été estimé à 262 milliards de francs CFA sur cinq ans. Au mois de juillet dernier, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et la SITARAIL procédaient à la signature d'une convention de concession révisée pour la gestion et l'exploitation du chemin de fer Abidjan-Ouagadougou.

Selon ce document de partenariat public privé, les investissements de renouvellement et de maintenance des infrastructures du réseau ferroviaire sont désormais essentiellement de la responsabilité de la SITARAIL. Le Groupe Bolloré investit également pour relancer le projet de « boucle ferroviaire », couvrant 2 700 km, dans le but de relier cinq pays d'Afrique de l'Ouest: Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Niger, Bénin et Togo. Cela passe par la rénovation des lignes existantes et la construction de nouvelles, en particulier entre le Niger et le Burkina Faso et entre le Niger et le Bénin. ■

910 000 tonnes de marchandises.
300 000 passagers par an. Échanges de francs CFA d'échanges commerciaux en 2014.

LE PANIER DE LA MÉNAGÈRE

À la date du 14/9/2016 11h (marché d'Adjamé)

	BŒUF	→ 2 200F/KG
	TOMATES	→ 400 F/KG
	BANANE.P	→ 4 000 F/KG
	AUBERGINE	→ 500 F/KG
	OIGNON	→ 500 F/KG
	P.DE TERRE	→ 600 F/KG
	SUCRE	→ 700 F/KG

(Évolution sur une semaine)

Akendewa-Tech Hub rêve d'étendre sa toile

Au départ en 2009, l'idée était de promouvoir les usages de l'Internet et du mobile en Côte d'Ivoire. Sept ans plus tard, Akendewa, l'ex-ONG, est devenue le premier Tech hub ivoirien.

BENOÎT TANOË

Akendewa-Tech Hub est le tout premier espace de travail où se concentrent des porteurs d'idées novatrices en matière de Technologies de l'information et de la communication (TIC). Au bout de trois ans, une cinquantaine de jeunes porteurs de projets ont développé vingt-deux projets technologiques. Même si, pour l'heure on ne parle pas chiffre d'affaires. Jean-Patrick Ehouman, 35 ans, président fondateur d'Akendewa-Tech Hub, affirme: «... Nous sommes fiers de ce que nous avons accompli». Allusion à l'action « #civSocial », qui a permis de sauver 82 vies pendant la crise post-électorale de 2011. Initiative récompensée

en octobre 2013 par le prix CEPS-UNESCO d'une valeur de 10 millions de francs CFA. **Ambitions africaines** Désormais, comme l'araignée, son logotype, Akendewa Tech Hub s'engage à étendre sa toile pour devenir le plus gros Tech-Hub d'Afrique francophone. Ambition de départ ravivée après la participation de Jean-Patrick au programme « Young African Leaders Initiative » (YALI) aux États-Unis en 2014. « La principale raison pour laquelle j'ai participé à YALI, je me suis donné pour mission de dynamiser l'écosystème des technologies en Côte d'Ivoire », explique cet informaticien formé en France. En juillet 2015, l'entrepreneur



Jean Patrick Ehouman n'a pas encore fini de tisser sa toile.

sera honoré au même titre que 500 jeunes leaders prenant part au 6ème Sommet mondial de l'entrepreneuriat à Nairobi. L'opportunité lui est donnée de partager le même podium que le président Barack Obama lors de la cérémonie d'ouverture, pour y délivrer un discours. Et depuis, le jeune entrepreneur est devenu quasiment inaccessible. C'est du moins ce que disent certains de ses com-

pagnons d'Alldeny CI, jeune entreprise dans le domaine de la programmation, du développement d'applications web et mobile. Rien de tout cela, expliquent ceux qui affirment qu'en réalité, l'homme passe une bonne partie de son temps entre conférences dans les grandes écoles de la place, et voyages à l'étranger pour honorer des invitations, ou prendre part à différentes rencontres. ■



AFRICA TELECOM PEOPLE 12^e EDITION

THEME
L'INTERNET DES OBJETS : COMMENT L'AFRIQUE SE PRÉPARE AU TOUT CONNECTÉ ?

06 - 07 OCTOBRE 2016
ABIDJAN SOFITEL - HOTEL IVOIRE

Meeting - Exhibition - Training - Awards

STIMULER LES ECHANGES, CONSACRER LES MEILLEURS.



Sponsors officiels



Partenaires



Médias



CONTACT : (+225) 20 300 071
Email : atp@reseautelecom.com

EN BREF

UNE FOIRE COMMERCIALE POUR LES INSTITUTIONS FÉMININES

La 1ère édition de la foire commerciale des institutions féminines s'est tenue le vendredi 9 septembre. Une initiative d'Euphrasie Yao Kouassi, ministre de la Promotion de la femme de la Famille et de la Protection de l'enfant. L'objectif de cette foire est de faire de la femme le maillon essentiel de la famille et de la société. Selon la ministre, les institutions de formation et d'éducation féminine (IFEFF) doivent avoir pour but d'assurer l'autonomisation des femmes, d'offrir à ces dernières la possibilité d'acquérir des compétences sociales de base, et de donner une formation qualifiante dans divers métiers qui leur permettront de s'épanouir en société.

RENTÉE SCOLAIRE : ÇA CONTINUE

Prévue pour le 13 septembre, la reprise des cours n'est pas encore effective sur l'ensemble du territoire national. La rentrée, comme d'habitude, se fait selon l'agenda des parents d'élèves, abonnés aux dernières heures. Pour l'heure, ces derniers continuent de trainer les pieds pour l'inscription de leurs enfants. Une situation qui pourrait entacher le pari phare de la ministre Kandia Camara, qui espère que le volume horaire pour l'année scolaire 2016-2017 atteigne les 990 heures. Le ministère devra redoubler d'efforts et de vigilance pour cet objectif, même si les cours se tiendront désormais le mercredi matin.

LIVRAISON AU BUREAU : PRATIQUE MAIS SAIN ?

Ces dernières années, une nouvelle activité a vu le jour à Abidjan. Il s'agit de la livraison de plats dans les bureaux, un service de proximité censé simplifier la vie des travailleurs.

ANTHONY NIAMKÉ

Il est midi et c'est l'heure de la pause. Simples agents de bureau, cadres, ou même chefs d'entreprise, chacun se dépêche pour trouver un espace non loin de son lieu de travail afin de se restaurer. Chose pas toujours évidente, surtout lorsqu'il y a une pile de dossiers à traiter avant la fin de la journée.

Livraison sur place C'est pourquoi de nombreux restaurateurs ont développé des services de livraison au travail. Pour cela, ils présentent le menu du jour par SMS, comme le fait Odile Gueu, restauratrice à Cocody-Angré. Certains ont recours à leur page Facebook, sur laquelle les clients peuvent passer commande. Quant au paiement, il se fait, à la livraison ou de façon mensuelle, après avoir souscrit un abonnement, une stratégie pour fidéliser les clients. Les prix sont de 500 francs CFA pour un plat d'attiéké au poisson frit, ou un riz à la sauce. Pour les grillades,



Se restaurer au bureau, une joie pour certains travailleurs.

poulet et poisson, il faut déboursier 2 500 francs CFA. À ce prix, ils ne sont pas nombreux dont le budget permet de tenir le mois.

La qualité en question

« Les plats sont succulents et surtout bien présentés»,

pathogènes liés à la mauvaise hygiène dans certains « petits maquis». Mlle Ouangrey, employée à « Oscars Gourmet», jointe au téléphone, assure que sa structure a obtenu une autorisation en bonne et due forme: « Nous avons le macaron délivré par les services

Nous avons le macaron délivré par les services d'hygiène publique. Et nous offrons un service de qualité à nos clients qui se disent toujours satisfaits».

estime Fabrice Miessan, employé dans une entreprise à Marcory. Lui a choisi ce service pour l'hygiène, la qualité des mets proposés et la ponctualité des livreurs. Larissa Gnami, commerciale dans une entreprise de la place, se fait livrer des plats au bureau pour éviter d'ingérer des germes

d'hygiène publique. Et nous offrons un service de qualité à nos clients qui se disent toujours satisfaits». Cela ne semble pas être le cas de tous les prestataires, car certains clients se plaignent parfois de produits avariés, qui ont provoqué des indigestions. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

PLUIES DÉVASTATRICES À KONG

La ville de Kong a quotidiennement enregistré, du 5 au 11 septembre, de violentes pluies causant d'énormes dégâts dans cette ville historique. En plus de certaines maisons qui ont vu leurs toitures décoiffées, une partie de la clôture du centre de santé urbain, construit il y a moins de cinq ans, s'est effondrée. Au niveau routier, ces pluies ont eu un impact négatif sur le bitume de la ville, le dégradant en certains endroits. Selon des populations sur place, l'axe Kong-Dabakala est depuis lors impraticable, obligeant les transporteurs et autres usagers à effectuer un grand détour en passant par Tafiré, pour se rendre à Katiola, Dabakala ou Bouaké. Une situation qui impacte le coût du transport. À cela il faut ajouter le fait que certains paysans qui souffraient pourtant du manque de pluie, ont perdu une partie de leur culture, qui résistait encore à la longue période de sécheresse. ■

ÉTATS-UNIS : SAUVER LE SOLDAT HILLARY

En pleine campagne pour la présidentielle de novembre prochain, Hillary Clinton s'est encore une fois distinguée pour le manque de transparence qui lui est en permanence reproché, donnant un sérieux coup à son image. Alors sauvera-t-on le soldat Hillary ?

BOUBACAR SANGARÉ

Aux États-Unis, la campagne pour la présidentielle du 8 novembre 2016 bat son plein après les primaires qui ont vu investir comme candidats, côté démocrate, Hillary Clinton, et Donald J. Trump, côté républicain. Dimanche dernier, en pleine commémoration du 11 septembre, coup de tonnerre dans le ciel américain : Hillary Clinton a fait un malaise qui l'a amenée à quitter la cérémonie. Alors qu'elle souffrait d'une pneumonie diagnostiquée deux jours plus tôt par son médecin, son équipe a parlé « d'un coup de chaleur », avant de finir par rendre le diagnostic public. Mais le mal était déjà fait, car encore une fois, cet événement a renvoyé d'Hilary, 68 ans, l'image d'une dame qui « a une relation compliquée avec la vérité », analyse Emmet Shipway, diplômée en sciences politiques de Bates College. « Elle est malade, les gens tombent malade ». Et un récent sondage d'ABC/Washington Post estime que seuls 35% des Américains la jugent digne de confiance.



Hillary Clinton donne des signes inquiétants.

Contexte aggravant Les deux candidats sont confrontés à ce qu'on pourrait appeler « le naufrage de l'âge », alors qu'ils veulent succéder à Barack Obama, arrivé au pouvoir à 44 ans). Pour beaucoup d'analystes, la polémique sur l'état de santé d'Hilary doit être relativisée, car l'un des plus grands présidents des États-Unis, Franklin Delano Roosevelt, était malade et en chaise roulante. Un faux procès donc ? C'est sans compter avec le contexte particulièrement tendu de la campagne, d'autant qu'un jour plus tôt, Hilary avait tiré à boulets rouges, pour la première fois, sur les électeurs de son adversaire : « Pour généraliser, en gros, vous pouvez placer la moitié des partisans de Trump dans ce que j'appelle le panier des la-

mentables, les racistes, sexistes, homophobes, xénophobes, islamophobes ». Selon les sondages, Hilary Clinton perd du terrain et son écart avec Trump dans les intentions de vote s'amenuise, à 46 % contre 41%. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

LA FRANCE EN ÉTAT D'ALERTE MAXIMALE

15 000 personnes suspectées de radicalisation sont sous étroite surveillance en France, a déclaré le Premier ministre Manuel Valls, dont 10 000 représentent un haut risque concernant une attaque imminente. Un adolescent de 15 ans a d'ailleurs été arrêté samedi 10 septembre, car suspecté de vouloir perpétrer une action violente au nom de l'État islamique. Selon le Premier ministre, « Il y aura de nouvelles attaques, il y aura de nouvelles victimes innocentes ». La France, sous état d'urgence depuis l'attaque terroriste de novembre 2015 qui avait fait 130 victimes, et qui a déployé, dans le cadre de l'opération Sentinelle, environ 7 000 soldats pour protéger les synagogues, les écoles, les centres commerciaux et d'autres sites sensibles, déjouerait et démantèlerait, selon le chef de l'exécutif, des attentats et des réseaux djihadistes tous les jours sur le territoire national. La question sécuritaire omniprésente dans les médias et qui domine actuellement le champ politique hexagonal est surtout un enjeu électoral de taille pour les différents candidats, qui s'affronteront en mai prochain lors des présidentielles. ■

O.D

Boko Haram Duel de leadership

De violents combats ont opposé début septembre, dans l'État de Borno, deux factions rivales du groupe djihadiste nigérian Boko Haram, faisant plus d'une dizaine de morts dans le camp d'Aboubakar Shekau, le chef de l'organisation. Ce dernier, s'est vu évincé de sa position de leader au profit de Abou Mosab al-Barnaoui, désigné nouveau calife du mouvement par l'État islamique début août. Selon les témoignages d'habitants de l'État de Borno, le groupe d'al-Barnaoui a systématiquement lancé des attaques contre les villages tenus par les membres du camp Shekau. Le nouveau calife reproche à l'ancien leader ses attaques aveugles contre des civils majoritairement musulmans. Son leadership semble se posi-

tionner sur une ligne moins extrémiste que son prédécesseur, et plus proche du « vrai djihad » pratiqué par le mouvement à ses débuts. Selon des sources bien informées, Abou Mosab al-Barnaoui serait le fils de Mohamed Yusuf, le fondateur de la secte Boko Haram. À la mort de ce dernier, en 2009, son bras droit, Aboubakar Shekau, le remplace et pratique rapidement la terreur, se coupant de l'ancrage populaire qui faisait la force du mouvement. Depuis un an, la coalition militaire internationale appuyée par les services de renseignements occidentaux porte des coups durs à l'organisation. Un doute plane, en outre, sur l'état de santé d'Aboubakar Shekau, qui aurait été grièvement blessé lors d'un raid de l'armée nigérienne. ■

OLIVIER DUBOIS

RENTRÉE SCOLAIRE : AU PAS DE CH

C'est la rentrée des classes depuis le 13 septembre pour le primaire et le secondaire, les universités et grandes écoles devront attendre encore deux à trois mois. La raison est simple : les inscriptions en vue de l'orientation des nouveaux bacheliers 2016 ne sont pas encore ouvertes. L'heure est donc au choix des filières d'orientation, ce qui est difficile pour des milliers de futurs étudiants qui amorcent le dernier virage de leur cursus de formation. Si certains ont la chance d'être orientés dans la filière de leur rêve, d'autres se contenteront de leur second ou troisième choix. Les plus malheureux se verront contraints de suivre une filière qui leur sera imposée dans un contexte où le fossé entre formation et emploi s'agrandit.

OUAKALTIO OUATTARA

Le 30 juin, le directeur de cabinet du ministre de l'Éducation nationale, Assoumou Kabran, annonçait l'ouverture en ligne des inscriptions. Celles-ci se poursuivent. Les frais sont fixés à 3 000 francs CFA pour le public et 6 000 pour le privé. Cette année, les trois directions régionales de l'éducation nationale (DREN) qui « auront eu le pourcentage d'inscrits le plus élevé, entre le 30 juin et le 05 août 2016 à minuit », seront récompensées, avait alors lancé Assoumou Kabran. Même si des avancées notables ont été enregistrées dans le système éducatif, notamment au niveau de l'enseignement primaire et secondaire général.

Pari gagné Kandia Camara Kamissoko, ministre de l'Éducation nationale, a su, au fil des années, imposer une touche particulière à son département, alors que peu de personnes lui accordaient la confiance à ce poste. Depuis lors, les grèves à répétition des élèves ont pris fin, et les années scolaires sont presque normales, malgré quelques débrayages du corps enseignant. Mais l'école ivoirienne a connu pire.

Pour l'heure, la ministre peut mettre à son actif les bons résultats aux différents examens de fin d'année, dont les taux de réussite s'accroissent d'année en année, et le calme retrouvé dans les lycées. Mais des efforts restent à faire. La politique de l'école gratuite et obligatoire instaurée en 2015, n'est pas encore complètement effective. Encore deux millions d'enfants de 6 à 16 ans n'ont pas la chance de prendre le chemin de l'école. Quant au phénomène des grossesses en milieu scolaire, il reste encore un épineux problème à résoudre. Si une baisse de 25% a été notée à ce niveau, le gouvernement entend poursuivre ses efforts, à travers la construction de collèges de proximité, de même que l'extension des cantines

scolaires à l'enseignement secondaire, en vue de réduire la vulnérabilité des jeunes filles. La réforme de taille cette année est l'ouverture des classes les mercredis afin d'atteindre le quantum horaire qui est de 990 heures.

Echec à l'université Le nouveau départ annoncé en 2013, après deux ans de fermetures (2011 et 2012), n'a pas eu lieu. Les vieux démons qui perturbaient l'université ivoirienne ont vite ressurgi. Grèves intempestives des étudiants, des enseignants et du personnel administratif ont très vite enrhumé le départ nouveau. Résultat : en quatre années d'ouverture, ce département en est à son troisième ministre. Après Ibrahim Cissé Bacongo et Gnamien Konan,



Deux millions d'enfants de 6 à 16 ans n'ont pas la chance de prendre le chemin de l'école. Le phénomène des grossesses reste un épineux problème.

c'est aujourd'hui Ly-Ramata Bakayoko qui est aux commandes. Les mêmes problèmes, liés aux conditions d'études et de vie des étudiants en cité universitaire demeurent encore. La difficile application du système Licence-Maitrise-Doctorat (LMD), le retour des années universitaires qui s'étendent sur plus de neuf mois, baptisées « années manches longues », ou le retard dans le paiement des primes de recherches des enseignants, minent encore les cinq universités que compte le pays. Cette situation n'empêche nullement des nouveaux candidats de frapper chaque année aux portes des universités et grandes écoles. En 2016, ils sont 97 343 bacheliers qui attendent d'être orientés dans des universités déjà surpeuplées. Alors que celle de Man est encore en construction, les universités annoncées pour San Pedro et Bondoukou



Nouvelle rentrée, nouveaux challenges pour tous les a

n'ont pas encore connu un début de réalisation. Pourtant, ces dernières, dont l'ouverture était prévue pour 2016 et 2017, devraient contribuer à désengorger celle de Cocody, et ainsi permettre aux étudiants de certaines régions d'être plus proches de leurs parents.

Un système inadéquat Du secondaire à

l'université, tant dans l'enseignement général que professionnel, le système éducatif ivoirien pose le problème de formation adéquate aux besoins et à l'évolution du marché de l'emploi. Un système hérité du modèle français qui, par exemple, n'offre pas toujours aux potentiels entrepreneurs la chance de s'exprimer, de développer leur talent, ou même de le faire naître. « En réalité, les élèves et étudiants font des formations, en sortent avec des diplômes, mais ne sont pas directement aptes à exercer un emploi. L'enseignement public ivoirien demeure beaucoup trop général, alors que pour avoir même un premier emploi, une expérience est demandée », explique Ferdinand Ngoran Konan, inspecteur d'orientation, chargé du suivi et encadrement des élèves à la DREN de Man. D'où le gros des diplômés qui se dirigent tous vers les concours de la fonction publique, car



ARGE



cteurs.

REPÈRES

97 343 admis au Baccalauréat 2016, soit **42,38%**.

46 101 candidats au BTS 2016.

180 000 étudiants

5 universités et **8** grandes écoles publiques.

15 résidences universitaires à Abidjan pour 11 000 chambres.

le chemin pour une place dans le secteur privé est difficile. Beaucoup militent pour un changement du système éducatif, afin qu'au niveau de l'enseignement général, un volet pratique soit adopté et adapté pour bien accompagner les élèves et étudiants dans leur cursus. « Ce sera coûteux, mais cela donnera une chance aux élèves et étudiants d'avoir à la fois un diplôme et

une formation pratique. Et donc, prêts pour le marché de l'emploi », soutient M. Konan. Une réalité partagée par le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle, dont le rapport 2015 met en cause l'absence de partenariat structuré entre l'éducation nationale et le secteur privé. « Les employeurs se plaignent de ne pas trouver les bons profils, car les formations dispensées dans les grandes écoles et les universités ne tiennent pas toujours compte des besoins du marché du travail », explique pour sa part Ibrahim Yéo, titulaire d'une maîtrise en géographie et enseignant d'éducation aux droits humains (EDH) au lycée hôtelier de Cocody-Riviera. Une option bien loin de sa formation reçue à l'université de Cocody. Même s'il se réjouit du fait que le ministère de l'Enseignement supérieur ait procédé, en 2013, à la suppression de plusieurs filières du BTS, qui n'aboutissent à aucun emploi, Hervé Gueu, diplômé au chômage, pense que des efforts restent encore à faire. « Nous sommes passés de 53 à 26 filières pour le BTS. Mais dans le fond, ces cursus restent des usines de formation de chômeurs, car nous en sortons avec des formations au rabais et sans exercice pratique », se désole-t-il. ■

3 QUESTIONS À



MARIAM FADIGA

Fondatrice d'école, présidente de la coordination des écoles privées de la formation professionnelle et technique

1 Quelle est la place de l'enseignement technique et professionnel dans notre système éducatif ?

Il faut malheureusement reconnaître que la formation professionnelle et l'enseignement technique sont méconnus. Ce secteur aurait été mieux connu qu'il aurait occupé une place de choix dans la lutte contre le chômage. Il aurait contribué fortement à former des jeunes entrepreneurs.

2 Existe-il une politique pour rattraper ce retard ?

Oui. Et les ministres en charge de ce secteur l'ont bien compris. Désormais, avec la nouvelle réforme adoptée, à partir de la classe de CM2, le goût de l'enseignement professionnel et technique sera inculqué aux plus jeunes. Chacun pourra choisir son métier dès l'âge de 12 ans, alors que par le passé, jusqu'en Terminale, les élèves n'avaient pas d'idée claire sur ce qu'ils voulaient faire. Maintenant, il existe une passerelle entre l'enseignement technique et professionnel et l'enseignement général. Nous avons été associés à la conception de cette réforme, et nous avons foi en sa réussite.

3 Les écoles privées sont-elles aptes à suivre ce rythme ?

Avec la nouvelle réforme, le niveau BT (Bac) sera ouvert aux écoles privées. Ce qui est une reconnaissance du travail abattu par ces écoles. Le privé occupe une grande place dans la formation professionnelle. Il compte deux tiers des élèves, avec 450 à 550 établissements privés, contre 65 pour le public. Si l'État se met à jour en payant ses dettes envers nos écoles, il n'y a pas de raison de ne pas être à la hauteur et de porter cette réforme. ■

FILIÈRES PRISÉES : À LA RECHERCHE DU MEILLEUR SALAIRE

Dans quelques jours, l'enseignement secondaire général donnera le top départ d'une nouvelle année de formation. En point de mire, le choix d'une orientation donnant des chances de décrocher un emploi juteux.

BENOÎT TANOH

À la croisée des chemins ouvrant sur les études dans le supérieur, très peu sont les nouveaux bacheliers qui savent exactement quelle orientation choisir. Toutefois, à en croire Mme Félicienne Kessé de l'ONG « Grandes-écoles.net », spécialisée dans les orientations scolaires, « les filières censées assurer un revenu mensuel confortable sont de plus en plus demandées ». Les sciences économiques et juridiques ont donc la préférence des bacheliers visant les universités publiques, car elles sont un tremplin pour l'École nationale d'administration (ENA) et



Être orienté dans une filière de choix n'est pas toujours gagné d'avance.

ses différentes filières (trésor, douanes, finances générales). Dans les écoles privées, la comptabilité, la gestion commerciale et l'informatique de gestion s'imposent. Ce que confirme le Pr. Emmanuel Crézoit, directeur général de l'Enseignement supérieur, qui mentionne aussi les études en médecine. Mais « cette tendance ne cadre pas avec l'employabilité, aptitude à évoluer sur le marché de l'emploi », souligne-t-il. À cet effet, la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), le ministère en charge de l'Emploi, des Affaires sociales et de la Formation professionnelle d'alors, et ceux de tous les ordres d'enseignement ont, au cours des travaux des comités nationaux de branches professionnelles au mois de mars 2015, répertorié treize branches professionnelles. Au

nombre de celles-ci, l'agriculture, le bois, les ressources animales et halieutiques, la banque et l'assurance, le Bâtiment et travaux publics (BTP), l'industrie mécanique et électrique, etc. Mais aussi l'hôtellerie, la restauration, le tourisme, et la réparation automobile. C'est donc sur cette base que la commission d'orientation post-bac siège, assure le directeur général de l'enseignement supérieur. Ainsi, pour donner suite au premier choix du nouveau bachelier, la moyenne d'au moins 12 au baccalauréat est exigée. En cas de défaillance, l'option est donnée au second choix. À défaut, le profil (type de mention obtenue, retard à l'obtention du bac, sexe, origine sociale) aide à faire des propositions au nouveau bachelier, au regard de son potentiel à réussir des études données. ■

FOCUS

BOURSES : SÉLECTION RIGOUREUSE

Pour l'année 2015-2016, l'effectif des étudiants bénéficiant d'une bourse d'étude dans les universités et grandes écoles était de 16 325, dont 4 181 nouveaux boursiers. Sur la même période, 224 étudiants ont pu bénéficier d'une aide financière. Avec un budget limité, 7,4 milliards de francs CFA, des critères rigoureux permettent d'attribuer les bourses. Ainsi donc, est autorisé à présenter une demande de bourse tout bachelier de l'année en cours justifiant d'une moyenne pondérée de 12/20, tenant compte des notes du baccalauréat pour 2/3, et celles de Terminale pour 1/3. Cette moyenne est prise en compte pour le classement des postulants, par ordre de mérite académique, assure Seidou Diaby, le directeur des bourses de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. « Les travaux de la commission d'attribution s'effectuent sur la base de l'anonymat, dans un souci de justice et d'équité, souligne le directeur ». L'âge, le genre et la situation socio-économique des parents des demandeurs interviennent pour départager les étudiants en cas d'égalité, la priorité étant accordée aux moins nantis. **B.T**

L'INP-HB fait rêver

Sur les 97 343 bacheliers de l'année, nombreux sont ceux qui ont frappé aux portes du prestigieux Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB) de Yamoussoukro, grande école d'excellence qui forme des ingénieurs, dont quatre étudiants des classes préparatoires viennent d'être admis au test de la célèbre Polytechnique française. De quoi motiver davantage tous ceux qui ambitionnent d'acquiescer des qualifications techniques et professionnelles pour un emploi bien rémunéré. L'INP-HB offre sept types de formation dont les débouchés font rêver plus d'un. Il s'agit notamment de ceux qui passent par l'École supérieure d'industrie, l'École supérieure de commerce et d'administration des entreprises. Sans oublier les filières de l'École supérieure des mines et de géologie, ou encore les classes préparatoires aux grandes écoles. La formation articulée autour des

cours intensifs et des stages en entreprise permet aux diplômés d'obtenir de meilleures embauches. Autre opportunité pour les étudiants de cette structure, les manifestations organisées régulièrement pour s'ouvrir sur le marché de l'emploi. De nombreuses autres grandes écoles relevant du privé offrent des filières toutes alléchantes les unes que les autres. Un diplômé de l'Université Adama Sanogo, tout comme celui qui obtient son parchemin au sortir de l'Université Charles Louis de Montesquieu, ou encore du Centre de recherche et d'action pour la paix/Institut de la dignité et des droits humains devrait pouvoir décrocher un emploi par ces temps de lutte contre le chômage. Sauf qu'ici, les promesses ne sont pas toujours tenues. Notamment, en matière de stages en entreprise et de placement en fin de formation. À la grande déception des familles qui consentent d'énormes sacrifices financiers. ■

DANS UN MONDE QUI CHANGE, UNE BONNE RENTRÉE PRÉPARE À LA RÉUSSITE



IAVAS MEDIA
COMPTON

*En cas de souscription au produit Capital Etudes

CRÉDIT SCOLAIRE

- Jusqu'à 5 000 000 F CFA de crédit, remboursable sur 12 mois
- Taux d'intérêt à partir de 8%*

Plus d'informations au 20 24 24 24

bicici.com

 **10% de remise**
pour vos achats de fournitures scolaires



BICICI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

VIE ESTUDIANTINE : LA PROBLÉMATIQUE DU TRANSPORT

Se trouver en Amphi afin de suivre les cours est l'objectif de tout étudiant. Mais trouver le moyen de locomotion adéquat pour être à l'heure demeure une équation parfois difficile à résoudre.

ANTHONY NIAMKÉ

Se déplacer à Abidjan est déjà un problème. Pour l'étudiant, c'est un casse-tête quand il se doit d'être à l'heure en cours. Selon sa bourse, chacun choisit donc le moyen de déplacement qui lui sied. Pour grand nombre d'entre eux, contraints de se déplacer en bus, il faut faire face aux caprices de la Société des transports abidjanais (SOTRA) pour arracher une carte de bus à 3 000 francs CFA. S'en suit en moyenne 1h d'attente à l'arrêt, suivie de bousculades permanentes. Pas pour une place assise, mais juste pour se tenir debout, coincé parmi



Un parcours de combattant quotidien pour élèves et étudiants.

tant d'autres passagers. Cette situation oblige certains, malgré leurs maigres moyens financiers, à opter pour un mini car « gbaka » ou un taxi intercommunal ou communal. Quelques rares étudiants ont encore le privilège d'être déposés en voiture par leurs parents. Dans les uni-

versités de l'intérieur du pays, ils ont la possibilité de se déplacer à moto. Au vu de ces difficultés, certains comme Didier Niamien, étudiant en pharmacie à l'université Nangui Abrogoua d'Abidjan, lance, désabusé, « qu'être étudiant est synonyme de souffrances. »

FOCUS

UNIVERSITÉ SANS FRONTIÈRES

Pour l'heure, aucune structure n'est dédiée à l'accueil des étudiants étrangers en Côte d'Ivoire, comme c'est le cas dans certains pays occidentaux. Difficile, dans ces conditions, d'avoir une idée précise de leur effectif. Toutefois, à en croire Mohamed Rabiou, étudiant nigérien en Master 1 de criminologie à l'Université Félix Houphouët-Boigny, ils sont environ 200, essentiellement originaires d'Afrique de l'Ouest. Dont une bonne partie à l'École nationale de statistique et d'économie appliquée, en criminologie, droit et mathématiques-informatique, pour ce qui est des universités. C'est depuis leur pays d'origine que chaque postulant procède à sa pré-inscription sur le site Internet de l'université ou grande école de son choix. En cas de réponse favorable, l'inscription coûte au minimum 100 000 francs CFA, en fonction du niveau d'étude. Pour les ressortissants hors CEDEAO, la somme peut atteindre 500 000 francs CFA pour un Master ou un Doctorat. Côté hébergement sur les campus, le loyer payé par les étudiants étrangers est aussi plus élevé, 12 000 francs CFA par mois pour une chambre à deux, et 20 000 francs CFA pour une chambre individuelle.

Cité universitaire : des places très recherchées

Nombreux sont les étudiants qui, après l'obtention du baccalauréat, se considèrent prêts à affronter les réalités estudiantines, notamment la vie en cité universitaire.

Guy-Laurent Goah est étudiant en Licence 3 de Lettres modernes à l'université Felix Houphouët-Boigny d'Abidjan-Cocody. Depuis fin 2014, il loge sur le campus. C'est avec le sourire qu'il nous explique les raisons de ce choix : « J'ai opté pour la cité universitaire par désir d'autonomie. Je voulais aussi me rapprocher de mon lieu d'études ». Ils ne sont pas nombreux comme lui à avoir cette chance de loger dans l'une des deux cités universitaires réhabilitées, celle du Campus de Cocody (4 000 chambres) et celle de Cocody Château d'eau, plus connue sous la désignation « Cité rouge » (1 204 chambres). En tout, les 15 résidences universitaires d'Abidjan totalisent 11 000 lits, dont le loyer mensuel varie entre 3 000 francs CFA pour une chambre double (Licence 1 au Master 1), à 10 000 francs CFA pour les chambres individuelles, réservées aux Master 2 selon les autorités du Centre régional des



Des cités universitaires encore insuffisante pour un nombre croissant d'étudiants.

œuvres universitaires (CROU-A). Seuls les étudiants qui n'ont pas redoublé et qui sont admis sans crédit peuvent prétendre à une chambre. Des critères d'attribution nécessairement stricts, car avec environ 90 000 étudiants, la demande surpasse largement les capacités. ■



Vous avez le Pouvoir au bout des doigts

Chez MTN, nous travaillons à bâtir avec vous un monde de possibilités infinies. Où celui ou celle que vous voulez être ne tient qu'à vous, à l'ampleur de votre imagination. Un monde où chacun de vos projets, chacun de vos succès ne tient qu'à votre seule volonté. Le pouvoir de transformer le monde selon votre vision est au bout de vos doigts.



À vous le Nouveau Monde

SYNDICATS ESTUDIANTINS : L'UNION SACRÉE ?

Depuis plusieurs années, l'espace universitaire ivoirien est le théâtre d'affrontements entre plusieurs factions syndicales estudiantines. Mais la FESCI et l'AGEECI, ont décidé de s'unir pour mener ensemble la lutte pour l'amélioration des conditions de l'étudiant.

ANTHONY NIAMKÉ

Aujourd'hui, il n'y a plus de soucis entre nous. Nous luttons désormais ensemble pour la même cause : les droits des étudiants ». Propos de Fulgence Assi, secrétaire général de la Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI), le 22 août, lors d'un colloque initié par son syndicat, avec la participation de l'Association générale des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire (AGEECI), autour du thème: « Les conditions de réussite du système LMD ». Fait majeur, cette rencontre a été marquée par la signature de la « Charte Tchifi Zié pour la pacification du milieu universitaire », du nom du secrétaire général du Forum des souverains et leaders traditionnels d'Afrique, qui a tenu à apporter sa caution morale à cette démarche. En novembre 2015, des éléments de la FESCI et de



La paix sur l'espace universitaire dépend des syndicats.

l'AGEECI avaient eu une altercation pour le contrôle du quai d'embarquement du Centre hospitalier universitaire de Cocody, (CHU), soldée par un mort et trois blessés. Le 14 mai dernier, des échauffourées avaient éclaté à l'université Félix Houphouët-Boigny, occasionnant plusieurs blessés, des morts et des disparus. C'est pourquoi le roi Tchifi Zié a pris l'initiative de rapprocher ces deux factions syndicales rivales. Une lueur d'espoir La hache de guerre entre ces syndicats semble donc enterrée. Pour peu que les paroles se traduisent en

actes, car l'enjeu est de taille. Il s'agit de lutter ensemble pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, ce qui peut être un gage de stabilité pour l'environnement universitaire. « Nous avons décidé de faire taire nos égos, au profit de l'intérêt général des étudiants. Il fallait donc le matérialiser par la signature de cette charte », a déclaré pour sa part Patrick Sodé, secrétaire général adjoint de l'AGEECI. Une nouvelle ère semble donc se lever sur l'Université Félix Houphouët-Boigny, avec l'unité retrouvée entre les différentes organisations estudiantines. ■

Fulgence Assi, Secrétaire général de la FESCI

Que fait la FESCI en vue de l'amélioration des conditions de vie et de travail des étudiants ?

Nous avons pour vocation de défendre les intérêts matériels et moraux des étudiants. Chaque fois que nous constatons des irrégularités au niveau des conditions de travail, notre première responsabilité est de relever cette anomalie ou ce dysfonctionnement auprès des autorités qui ont en charge l'enseignement supérieur. La FESCI se donne d'autres moyens pour améliorer les conditions de travail, en faisant appel à certaines institutions comme l'Unesco, les ambassades...

Avez-vous le sentiment de ne pas être compris ?

Effectivement. Quand nous posons nos problèmes aux autorités, nous accordons toujours une période pour que nous puissions nous rencontrer et échanger. Il arrive que les autorités n'aient pas toujours



Fulgence Assi Assi et ses camarades en quête d'environnement apaisé.

les moyens de faire face à nos revendications. Mais, seuls des échanges peuvent nous aider à le comprendre et à apporter notre réflexion sur la question qui pose problème. Malheureusement, nos autorités, au lieu de créer ce cadre d'échanges, nous ferment la porte et prennent des décisions qui ne cadrent pas avec les réalités que nous vivons. Nous sommes pourtant disposés à travailler avec toute l'administration.

Pourquoi utilisez-vous toujours la violence comme forme d'expression ?

D'abord, nous informons les autorités. Ensuite, nous cherchons à entrer en contact avec elles pour établir un cadre de dialogue. Et quand tout cela échoue, nous interpellons la communauté nationale par des actions fortes, à travers des sit-in, marches et déclarations. Les violences interviennent lorsque les éléments de la police, au lieu de nous encadrer, nous violentent. ■

Préparez votre rentrée dès maintenant
pour être dans les temps

Prêt scolaire en **48 h**
Taux de **7% HT**



www.banqueatlantique.net

AS TANDA, LE PARCOURS DU COMBATTANT

Le samedi 10 septembre, l'AS Tanda a décroché son deuxième titre de champion de Côte d'Ivoire au terme de la 26ème journée de Ligue 1. Un nouveau sacre bien mérité pour les Étoiles du Gontougo.

ANTHONY NIAMKÉ

1 but à 0. C'est le score final de la rencontre qui a opposé l'AS Tanda au C.O. Korogho le samedi dernier au stade Ali Timité de Bondoukou, en match de clôture de Ligue 1. Cette victoire permet à l'Association sportive de Tanda de monter sur la première marche du podium du championnat national 2015-2016. Un deuxième titre consécutif obtenu au prix de mille efforts.

Une équipe combative C'est à 49 points, devant les Séwéké (45 points), tenus en échec par Odienné (0-0) que les hommes d'Amani Yao ont assuré leur hégémonie sur la Ligue 1. Pourtant, les Étoiles du Gontougo avaient connu un début de saison difficile avec deux défaites en 3 journées, en plus de leur élimination en ligue des champions en février dernier. Portée par la rage de vaincre, l'A.S. Tanda a pu consolider sa



l'As Tanda désormais à la conquête d'un trophée continental.

place de leader à mi-parcours du championnat (13ème journée) en cinq victoires, deux matchs nuls et 2 défaites depuis la 5ème journée du championnat. Avec leur dernière victoire, les nouveaux champions enregistrent 14 victoires, 7 matchs nuls et 5 défaites en 26 journées. Des statistiques intéressantes pour cette formation de l'intérieur du pays, qui devra défendre, en compagnie du Séwé Sport de San-Pedro, les couleurs ivoiriennes lors de la prochaine Ligue des Champions de la CAF.

Un entraîneur de poids Arrivé après le limogeage de Firmin Koffi, qui avait propulsé le club aux premières loges du football ivoirien la saison dernière, Amani Yao a pris les

rênes de cette équipe en novembre 2015. Son objectif était de lui insuffler un souffle nouveau, afin de maintenir Tanda au sommet. Finalement, c'est mission accomplie pour l'ex-coach de l'AFAD Djékanou, qui a su inculquer l'esprit de combativité à ses poulains, réalisant ainsi les vœux du président Sévérin Yéboua Kouabenan. Avec une stratégie de jeu efficace, un entraînement rigoureux et des joueurs plus que déterminés, notamment son attaquant Stephen Assaré, qui s'est illustré tout le long de la saison et son jeune international espoir Britto Dagou Willy, qui a offert cette deuxième couronne historique à l'AS Tanda. ■

Bachirou prêt pour le Tour de Côte d'Ivoire



Konté Bachirou en pleine confiance pour l'avenir.

Dénoté « Tour de la réconciliation 2016 », le tour cyclisme de Côte d'Ivoire aura lieu du 24 au 30 septembre, avec la participation de plusieurs équipes étrangères. Mais à quelques semaines de ce grand rendez-vous, la première édition du Grand Prix du maire d'Adiaké, Hien Sié, qui s'est tenue le samedi 10 septembre, a vu le sacre du coureur de la Société omnisports de l'armée

(SOA), Konté Bachirou. « Ce Grand Prix d'Adiaké a été un bon test avant le grand rendez-vous. C'est bien de multiplier ce genre de courses pour nous permettre de rester en alerte », a déclaré l'espoir de podium ivoirien, qui pédalera de nouveau à domicile, dans quelques semaines. Samedi dernier, c'est en 2h58mn et 19s de chrono, qu'il a bouclé le parcours de 110Km, déroulé en deux étapes. ■ **A.N**

CARTONS DE LA SEMAINE

Pour avoir terminé troisième du championnat national de football de Côte d'Ivoire 2015-2016 qui s'est terminé le week-end dernier, le **Sporting Club de Gagnoa** (S.C Gagnoa) jouera la saison prochaine, la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF).

Le sélectionneur de l'équipe nationale du Togo, **Claude Le Roy**, a été condamné le mardi 13 septembre 2016 par le tribunal correctionnel de Strasbourg à 15 000 € d'amende, pour complicité de faux et usage de faux dans une affaire de transferts frauduleux de joueurs.

LES NOUVELLES STARS DE L'HUMOUR

Les spectacles d'humour, « stand-up » à la Jamel Debbouze, connaissent une ascension fulgurante en Côte d'Ivoire. Ce succès est le fait d'une nouvelle génération d'artistes talentueux.

ANTHONY NIAMKÉ

Depuis ces dernières années, ils n'arrêtent pas de procurer du plaisir à chacune de leurs prestations. Leurs recettes : les déboires des hommes politiques, le mauvais comportement des jeunes, les alliances à plaisanterie, etc. **Ramatoulaye Dj** À 30 ans, Mathieu Amani Koffi à l'état civil, ne se voyait pas du tout dans l'humour. « Au départ, j'avais la trouille. J'avais des dispositions pour la musique, Mais pour les blagues, je doutais fort de moi », confie-t-il. Mais à force de côtoyer ce milieu, il s'est convaincu que le rire pouvait lui réussir. Pour preuve, l'artiste a été désigné meilleur humoriste de l'année 2016 aux Oscars de la musique ivoirienne. Il célébrera cette consécration le 30 septembre prochain, à l'occasion de son premier one man show. À quelques



Des jeunes talents avec qui vous n'allez pas vous ennuyer.

jours de ce spectacle, les tickets s'arrachent comme de petits pains.

Le Magnifik Autre figure de proue de l'humour ivoirien, Jacques Silvère Bah, alias Le Magnifik. Il est reconnu pour ses blagues et ses histoires déjantées qui font tordre de rire tous les publics. À 37 ans, trois one man show à succès et plusieurs lauriers glanés, notamment, le titre de meilleur humoriste de l'Afrique de l'Ouest en 2013, le Magnifik compte toujours donner le meilleur de lui pour son public.

Agalawal Révélation humoristique 2009, grâce à l'émission télévisée « Bonjour

2009 », Ignace Kra Kobenan, 33 ans, a réussi à se frayer un chemin dans l'humour ivoirien et même international. Sa tenue vestimentaire sur scène, veste à plusieurs couleurs, pantalon étroit, et son style alliant jeux de mots et gestes incisifs, l'ont imposé parmi les meilleurs, provoquant des éclats de rire souvent incontrôlables chez le public. Outre ces trois maîtres du stand up, Joël, Oualas, Chuken Pat, EnK2K, ou encore Abass, sont d'autres poids lourds de l'humour, qui se distinguent de fort belle manière à chacune de leurs sorties. ■

INFO PEOPLE



DODO LA JOIE, DÉ-SORMAIS EN SOLO !

« Chacun a sa chance » est le maxi-single que proposera, très prochainement, Dodo La Joie aux mélomanes ivoiriens. Ex-membre

de la formation Zouglo « Les Patrons », il en était le deuxième lead vocal. Il a été écarté, il y a des mois, car selon ses ex-compagnons, le chanteur ne s'impliquait plus dans les activités de cette formation musicale. En guise de réponse, il dément et pointe du doigt Eric Patron, qui aurait déclaré les productions du groupe à la Sacem en son nom, au détriment du groupe. C'est donc cette situation qui l'aurait amené à se retirer, pour une carrière solo, explique Dodo La Joie.

TOUR 2 GARDE OFFRE 1 MILLION DE F CFA

Meilleur groupe musical de l'année 2016, le groupe « Tour 2 Garde » a offert, le week-end dernier, la somme de 1 million de francs CFA

à Axel et Josué, les vainqueurs du challenge « Sheguy Dance Compétition », lancé depuis quelques mois par le « boys band ». Ces gagnants ont récolté le plus grand nombre de vues sur Youtube. En effet, Thura et Jimmy James ont invité leurs fans à reprendre les pas de danse de leur dernier single « Sheguy » en groupe ou en individuel, pour ensuite poster la vidéo sur cette plateforme. Une belle promotion pour ce single.



COMMUNIQUEZ !

Réservez dès maintenant vos emplacements publicitaires !

Ismaël OUATTARA

i.ouattara@jda.ci ou publicite@jda.ci / Tél : 22 01 99 99

Téléchargez la grille tarifaire :

www.jda.ci



Directeur de publication :
Ibrahim DIALLO

Directeur Général :
Mahamadou CAMARA

Directrice Déléguée :
Aurélié DUPIN

Rédacteur en chef :
Benoît TANOÏ

Sécrétaire Général :
Ouakaltio OUATTARA

Ont collaboré à ce numéro :
Anthony NIAMKÉ - Ouakaltio OUATTARA - Benoît TANOÏ - Olivier DUBOIS
Boubacar SANGARE

Infographiste : Boris TIANA

Directeur commercial :
Ismaël OUATTARA

JOURNAL D'ABIDJAN, édité par JDA SARL, imprimé à Abidjan en 10.000 ex. par Hooda Graphics.

Dépôt légal : 12871 du 23 Mai 2016

JDA SARL : Cocody, Rue du Lycée Technique, Immeuble N2-Abidjan.

Tél : + 225 22 01 99 99

www.jda.ci / contact@jda.ci

Argent

Régler mes achats à la station avec mon téléphone



Orange
Money

- Carburant
- Achats en boutique



Effectuez vos achats en stations
PÉTRO IVOIRE et **CORLAY**
via Orange Money.
Composez le **#144*322#**

orange™

Vous rapprocher
de l'essentiel

Orange Money Côte d'Ivoire

